

International

# DONALD TRUMP ET L'AFRIQUE : ACTE II

François Backman

17/02/2025

**L'hubris des propos de Trump en matière de politique étrangère (Canada, Groenland, Canal de Panama, Bande de Gaza, entre autres) avant même son investiture et depuis celle-ci marque une rupture brutale de la diplomatie étatsunienne. François Backman, rappelant ce qu'a été réellement la doctrine de l'administration Trump I vis-à-vis de l'Afrique, décrypte ce qu'elle pourrait être pour ce second mandat. Continuité ou rupture ?**

*L'article a été écrit avant les déclarations de Donald Trump sur l'USAID.*

Groenland, Canal de Panama, Canada, OTAN : les récentes déclarations de Donald Trump en matière de politique étrangère peuvent laisser quelque peu songeur. Entre isolationnisme, rêve impérial en version MAGA et guerre économique avec la Chine, on ne sait plus trop où mettre le curseur<sup>1</sup>.

Dès lors, qu'en est-il de la politique que veut mettre en place Donald Trump à l'égard des pays africains ? Y aura-t-il une véritable rupture ou une continuité relative par rapport à l'ère Biden et, si oui, sur quels thèmes ? Quelles peuvent être concrètement les répercussions de Trump II sur le continent ? Les pays africains peuvent-ils tirer leur épingle du jeu ? Autant de questions auxquelles cette note de répondre très rapidement.

## Trump I, Biden et l'Afrique : une relative continuité en matière économique

Si l'on a fait de Donald Trump un président ne s'intéressant pas aux pays africains, les ravalant au rang de simples *shithole countries* (« pays de merde »), c'était peut-être aller vite en besogne. Certes, si Donald Trump ne semble pas s'être intéressé plus que cela au continent lors de son premier mandat, ce n'est pas nécessairement le cas de son administration. Passons sur le voyage et le *fashion crash* de son épouse en octobre 2018, destiné à promouvoir l'action de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) où, lors de son passage au Kenya, on a pu la voir porter un casque colonial sous le regard affligé de son escorte locale et où elle a empilé tous les clichés concernant l'Afrique, du biberon donné aux éléphanteaux à la photo devant les

pyramides<sup>2</sup>... Passons également sur les attaques de son mari envers Ilhan Omar, élue démocrate de confession musulmane à la chambre des représentants, née en Somalie<sup>3</sup>. Plus sérieusement, on se souvient du discours de son conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, en décembre 2018 devant le *think tank* fort conservateur et plus qu'influent, The Heritage Foundation, au sujet d'une nouvelle stratégie pour l'Afrique, qui se focalisait sur les « pratiques prédatrices » concurrentielles de la Chine et de la Russie, entendait remettre en ordre la politique de l'oncle Sam *via* le renforcement de partenariats commerciaux bilatéraux avec les pays clés, et souhaitait développer la lutte contre le terrorisme et revoir l'aide étatsunienne au développement. Ceci tout en annonçant la mise en place du programme *Prosper Africa Program* visant à développer les échanges bilatéraux entre les États-Unis et les pays du continent. Un projet repris tel quel par la présidence Biden et saluée par Kamala Harris comme une « initiative phare » lors du *US-Africa Leaders Summit* de décembre 2022 qui devait fournir 55 milliards de dollars de financements pour le continent<sup>4</sup>. À ce jour, *Prosper Africa* a mobilisé plus de 120 milliards de dollars et 2500 accords ont été passés avec 49 pays.

En ce sens, le récent voyage en Angola de Joe Biden, en décembre 2024, semble révélateur. Il s'agissait de développer le corridor ferroviaire de Loubito, une ligne de chemin de fer permettant l'accès à l'Atlantique de la Zambie, *via* la République démocratique du Congo et l'Angola. Ce chantier pharaonique devrait permettre aux États-Unis et à l'Union européenne, elle aussi partenaire du projet, d'accéder à des minerais stratégiques pour la fabrication de puces électroniques et autres véhicules électriques, donc cruciaux pour l'économie américaine. Dans le cas angolais, cela permettait également aux États-Unis de contrer les vues chinoises. « Même si je ne sais pas exactement ce que l'avenir nous réserve, je sais qu'il passe par l'Angola, par l'Afrique », déclarait Joe Biden dans son discours du 3 décembre 2024<sup>5</sup>. C'est le moins que l'on puisse dire. Et d'ailleurs, Kamala Harris ne disait pas autre chose lors de sa tournée africaine de mars 2023 en insistant sur le développement de partenariats permettant aux États-Unis et aux pays africains de partager intérêts et bénéfices mutuels<sup>6</sup>.

D'une certaine façon, avec *Prosper Africa*, Donald Trump restait dans la continuité de ses prédécesseurs puisque chaque président a eu « son » programme africain. On pense à Bill Clinton et l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA) lancé en 1999 et renégocié fin 2025, nous y reviendrons, à George Bush et son *Millenium Challenge Account* (MCA)[accords bilatéraux] et au *President's Emergency Plan for Aids Relief* (PEPFAR) lancés en 2004. Sous Barack Obama, on a vu se mettre en place nombre de dispositifs à l'instar du *Global Hunger and Food Security Initiative* en 2009 ou du *Young African Leaders Initiative*, l'année suivante.

On peut l'apercevoir au travers de ces quelques exemples, les objectifs américains, par-delà les

présidents, restent fondamentalement les mêmes : sécuriser les approvisionnements du pays et passer des partenariats notamment avec ce qu'on pourrait appeler les pays de « l'Afrique utile » pour Washington. De là à parler de continuité structurelle en matière économique, y a-t-il un pas que l'on peut franchir ? La réponse semble déjà dans la question. Dans les grandes orientations économiques, Joe Biden est globalement resté sur la même ligne que « Trump I ». En matière d'extension des droits de douanes, l'un des chevaux de bataille trumpien revenant sans cesse dans la presse européenne, guère de changement avec l'administration Biden<sup>7</sup>. Ainsi en septembre 2024, celle-ci a imposé la taxation à 100% des voitures électriques chinoises et le relèvement de taxes concernant notamment les batteries de véhicules électriques et les cellules de panneaux solaires.

Ceci posé, le retour de l'homme de Mar-a-Lago, disposant de la majorité au Congrès, risque fort d'opérer des changements assez brutaux. D'autant plus que l'entourage de Donald Trump, contrairement à sa première arrivée à la Maison Blanche, a préparé un véritable plan de bataille en la matière et disposent d'équipes « africaines » plus cohérentes.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## 2023-2024. La préparation d'une politique africaine par la galaxie MAGA

Si l'on examine rapidement les prises de position de la galaxie trumpiste au sujet de l'Afrique, et notamment celles de *think tanks* pro-républicains, les choses semblent assez claires : les fondamentaux du premier mandat restent mais ils sont plus acérés.

Commençons par le *Project 2025* écrit par The Heritage Foundation, rédigé en collaboration avec une cinquantaine de *think tanks* conservateurs en vue d'un second mandat. Le document de plus de 900 pages entendait donner le la pour la période 2025-2029<sup>8</sup>. L'Afrique y est explicitement évoquée une soixantaine de fois, la Russie une centaine, la Chine se taillant la part du lion avec 470 citations.

Cette dernière fait plus que jamais office de cible prioritaire et les rédacteurs s'en prennent à ses activités malveillantes (*malign Chinese activity*). Pour contrer « l'espionnage » chinois et ses

activités cyber, The Heritage Foundation entend développer une diplomatie plus agressive ainsi qu'un « programme d'hygiène numérique » (*digital hygiene program*). Ambiance de Guerre froide... La Chine est perçue comme un agent néfaste favorisant des investissements extractifs sauvages violant les normes internationales en matière de travail, d'environnement et de lutte contre la corruption. Tout ceci, disent les rédacteurs du *Projet 2025*, sape les opportunités commerciales étatsuniennes et le développement de l'Afrique. Face à une Chine prédatrice, tous les efforts d'une Amérique en voie de redevenir *great* doivent stopper le mouvement. Face à un Empire du Milieu paré de tous les vices, Uncle Sam et Donald Trump font donc office de chevaliers blancs<sup>9</sup>. En ce sens, les récents propos de Marco Rubio, nouveau secrétaire d'État, accusant le Parti communiste chinois d'avoir « menti, triché, détourné et volé pour se hisser au rang de superpuissance mondiale » sont assez révélateurs.

Pour asseoir le leadership américain sur le continent, les rédacteurs entendent jouer à fond l'Afrique utile, en ciblant mieux les programmes, accords et aides, vers des pays « avec lesquels les États-Unis peuvent espérer une relation mutuellement bénéfique ». En ce sens, lorsque l'administration Biden octroie au Kenya le statut d'allié majeur non membre de l'OTAN, elle est, une fois encore, en phase avec les objectifs de son successeur<sup>10</sup>.

Concernant la lutte contre le terrorisme, le *think tank* prône le soutien américain aux opérations militaires africaines dans une logique de désengagement des troupes à l'extérieur du pays. On est là dans du pur trumpisme voulant ramener les « *boys* à la maison<sup>11</sup> ».

En termes de *soft power*, The Heritage Foundation s'en prend aux conditionnalités de politiques jugées wokistes, pro-avortement et pro-LGBT, préférant axer les échanges sur l'économie, le sécuritaire – là est l'essentiel – et éventuellement les grands principes. Le *think tank* entend stopper la promotion de politiques nées des guerres culturelles américaines (« *Focus on core diplomatic activities, and stop promoting policies birthed in the American culture wars* »), des valeurs allant à l'encontre des traditions africaines et qui encouragent la suprématie continentale chinoise. Ce qui n'est pas faux mais les rédacteurs oublient qu'il n'y a pas que la Chine qui profite de l'agacement de certains dirigeants concernant telle ou telle « condition » aux programmes d'aide au développement. Notons au passage que Tibor Nagy, le sous-secrétaire d'État aux affaires africaines du premier mandat Trump, notait déjà que « la Chine représentait un modèle plus adapté à l'Afrique en termes de gouvernance et de développement que les États-Unis<sup>12</sup> ».

En matière d'aide humanitaire, les rédacteurs du *Project* notent que, malgré les dizaines de milliards de dollars déversées pour le continent, celui-ci reste « pauvre, instable et ravagé par les conflits, la corruption et le terrorisme islamique », ce qui « a entraîné une vaste migration illégale

en provenance du continent ». On notera que l'une des rares fois où le candidat Trump a évoqué l'Afrique dans un de ses meetings de campagne, c'était justement pour évoquer l'immigration d'origine africaine, « ces gens parmi les pires du monde qui viennent du Congo en Afrique [sic] », accusée par ailleurs d'« empoisonner le sang du pays » [re-sic].

Dès lors, The Heritage Foundation entend revenir au budget de l'USAID d'avant la pandémie de Covid-19, constatant que la politique d'aide au développement était un quasi-échec (« *the agency's efforts to reduce poverty and hunger have failed* »), pique lancée à la période Obama et critique républicaine classique des grosses machines bureaucratiques étatsuniennes jugées « inefficaces ».

Autre point important, la question climatique. On se souvient du premier et éphémère secrétaire d'État du premier mandat, Rex Tillerson, ancien patron d'ExxonMobil... Les « penseurs » trumpistes restent peu enclins (euphémisme...) au développement des énergies vertes en Afrique, à l'instar de l'America First Policy Institute. Ce dernier *think tank* voit dans la promotion du *green* par l'administration Biden une fêlure attaquant le *leadership* américain dans le domaine énergétique au profit du « régime communiste chinois qui étend son influence en Afrique à travers son réseau d'entreprises ». En finançant la transition énergétique, l'administration Biden est accusée d'encourager « la prolifération des panneaux solaires fabriqués en Chine » et, pour y faire face, les États-Unis doivent revenir « à une politique de soutien à une stratégie de développement énergétique globale, dans laquelle les pays africains sont habilités à choisir le type d'énergie qui [leur] convient le mieux (...). Cela faciliterait la poursuite de la coopération diplomatique sur des sujets d'intérêt national américain, ainsi que la rationalisation de l'aide humanitaire et financière au développement<sup>13</sup> ». Les banques américaines semblent d'ailleurs avoir reçu le message cinq sur cinq puisque depuis l'élection de novembre, plusieurs ont déserté la Net-Zero Banking Alliance, qui regroupe les établissements bancaires ayant signé un engagement consistant à aligner leurs portefeuilles de prêts et d'investissements sur une trajectoire visant à atteindre zéro émission d'ici 2050.

Ainsi, Joe Biden est critiqué pour pratiquer une forme de colonialisme vert profitant à la Chine et de surcroît ne bénéficiant guère aux pays africains. Sur ce point, juste après le Forum sur la coopération Chine-Afrique de septembre 2024, The Heritage Foundation en ajoute une couche, accusant l'administration Biden et l'Union européenne de promouvoir des modèles de développement énergétique coûteux, inadaptés et inopérants, ne créant pas d'emploi, alors que la Chine, elle, n'impose pas une politique d'énergie propre à ses partenaires africains... « Les dirigeants africains apprécient les véhicules à essence de GMW [constructeur automobile chinois] et les milliards promis par les Chinois pour l'énergie fossile. Il n'est pas étonnant que la Chine ait

gagné en influence et que l'Amérique en ait perdu en Afrique<sup>14</sup> ». CQFD...

Évoquons également le volet militaro-sécuritaire au sujet duquel The Heritage Foundation envisage de reparamétrer les choses. À la suite de l'échec du G5 Sahel ou à la dénonciation des accords de coopération militaire avec la junte nigérienne aboutissant à la perte des bases de Niamey et d'Agadez en mars 2024<sup>15</sup>, le *think tank* promeut la mise en place de partenariats « solides et durables » avec des pays « qui possèdent la capacité, la stabilité et la volonté politique de devenir des alliés influents à long terme ».

Certaines nations africaines semblent trouver grâce aux yeux des stratèges trumpistes à l'instar du Maroc, perçu comme un pays pouvant bénéficier d'un partenariat encore plus affirmé et élargi<sup>16</sup>. On se souvient qu'en mars 2023, le sénateur républicain Dan Sullivan avait proposé de transférer le siège de l'AFRICOM, le commandement militaire pour l'Afrique, actuellement à Stuttgart, dans le royaume chérifien. Le Libéria fut également évoqué, surtout par la presse libérienne<sup>17</sup>...

Enfin, si l'Afrique n'est pas citée dans **le programme du candidat**, adopté lors de la convention républicaine du 15 juillet 2024, et si Donald Trump dit ne pas avaliser toutes les conclusions du *Project 2025*, il n'en demeure pas moins qu'il reprend à son compte la quasi-totalité des thèmes élaborés et développés par l'armada de *think tanks* conservateurs depuis 2020. En matière de politique internationale, le programme républicain est clair. Dans un chapitre intitulé « Retour à la paix par la force » (*Return to peace through strength*), on entend promouvoir une politique étrangère centrée sur les intérêts américains essentiels, renforcer les alliances avec des alliés sûrs<sup>18</sup>. Dès lors, les pays africains sont prévenus, comme d'ailleurs toutes les autres nations du monde.

De surcroît, la nouvelle équipe Trump<sup>19</sup> semble beaucoup plus affûtée par-delà son caractère quelque peu hétérogène et des nominations qui font souvent office de remerciements, Trump nommant ses soutiens aux postes clefs, la fidélité primant parfois sur la compétence. Pour preuve, la promotion du très conservateur Brian Burch, lui ayant rallié une partie de l'électorat catholique, comme ambassadeur près le Saint-Siège, et peu suspect de sympathie outrancière envers le pape François. Cette nomination semble assez symbolique de la future action trumpienne en matière de politique étrangère dirigée par le sénateur Marco Rubio, nouveau secrétaire d'État qui incarne une ligne dure. Son discours du 15 janvier 2025 devant le Sénat est assez révélateur : les actions des États-Unis en matière de politique étrangère devront répondre à trois questions : cela rend-il l'Amérique plus sûre ? plus forte ? plus prospère ?<sup>20</sup>. Le reste est secondaire. Concernant les équipes africaines de Trump, on a pu voir réapparaître Tibor Nagy cité plus haut. L'ex-sous-secrétaire d'État pour l'Afrique a pris du galon et occupe désormais un poste capital en matière de nomination de personnels diplomatiques. Pour lui succéder, c'est J. Peter Pham qui « tient la

corde », lui qui convoite le poste depuis des années, comme en témoigne son compte X. D'origine vietnamienne, l'ancien envoyé spécial pour le Sahel puis pour la région des Grands Lacs du premier mandat Trump est lui aussi lié aux *think tanks* républicains. En novembre 2024, il a théorisé ce que pourrait être le second mandat vis-à-vis de l'Afrique sur un mode « donnant-donnant ».

Traduction : si les pays africains ne s'alignent pas sur Washington, ils risquent fort de voir les aides rognées et les facilités commerciales qui leur sont (encore) attribuées coupées. Ceci posé, J. Peter Pham note le poids grandissant et l'importance de l'Afrique pour les États-Unis en termes commerciaux et de compétition géopolitique<sup>21</sup>.

Une chose est sûre : vis-à-vis du continent, Donald Trump dispose d'un arsenal théorique, de visées stratégiques et d'hommes pour les appliquer, ce qui tranche avec les attermolements et les approximations de son premier passage à la Maison Blanche.

## Les prochains grands chantiers

En matière géopolitique, le peu d'engouement pour le multilatéralisme de Trump peut s'avérer *a priori* porteur pour certains pays d'Afrique, notamment dans le cas du Maroc et du Somaliland, pour ne prendre que ces deux exemples, moins pour d'autres à l'instar de l'Afrique du Sud ou du Cameroun.

Concernant le royaume chérifien, The Heritage Foundation a récemment soulevé la question de la « résolution définitive » du conflit au Sahara occidental, l'administration Trump ayant reconnu, lors du premier mandat, les prérogatives marocaines sur ce territoire et envisagé trois milliards d'investissement dans la région ainsi que l'ouverture d'un consulat à Dakhla. Fin décembre 2024, le *think tank* républicain enfonce le clou : ce conflit ne doit plus en être un<sup>22</sup>, égratignant au passage les positions de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), « relique coûteuse et inefficace » et ses « options illusoires », prônant ainsi la prise en charge de la question directement par les États-Unis. Pourquoi un tel engouement ? Tout d'abord pour contrer l'influence de la Chine et de la Russie dans la région mais également celle de l'Iran dans son appui au Front Polisario (mouvement indépendantiste du Sahara occidental). Ensuite, pour ouvrir des opportunités économiques aux entreprises américaines dans une région potentiellement riche et jouer un rôle majeur dans le corridor « vital » Atlantique-Méditerranée. Le futur port de Dakhla, dont les terminaux devraient être opérationnels en 2029, est relié par la route à celui de Tanger, premier port de la Méditerranée/Afrique. Cela permettrait également d'arrimer plus encore le Maroc aux États-Unis tout en offrant à l'Algérie – *dixit le think tank* – la possibilité d'une coopération bilatérale renforcée, coup double en quelque sorte. Selon les stratèges de The Heritage Foundation, résoudre ce conflit « complexe » démontrerait la capacité des États-Unis en

la matière, permettant de servir de ballon d'essai pour « relever des défis plus larges de l'Ukraine et du Moyen-Orient ». Donald Trump, *the peacemaker* ?

Côté Afrique de l'Est, c'est la reconnaissance du Somaliland comme État qui pourrait faire l'objet des premières mesures de Donald Trump concernant le continent, comme évoqué dans le *Projet 2025*<sup>23</sup>, bien que sa rédaction date de 2023. L'objectif serait de parer à la détérioration des positions américaines à Djibouti (« *against the U.S.'s deteriorating position in Djibouti* »). La reconnaissance du Somaliland, pays à la stabilité quelque peu variable<sup>24</sup> mais dont le port de Berbera est stratégique, risque fort de reconfigurer quelque peu la Corne de l'Afrique, région hautement stratégique et crisogène<sup>25</sup>.

En matière commerciale, le gros chantier va être la prolongation de l'AGOA<sup>26</sup> qui expire en 2025. Rappelons que ces accords commerciaux permettent d'ouvrir le marché américain à certains produits africains sans droits de douane, à condition que les États partenaires adoptent une économie libérale et démocratique. Aujourd'hui, un peu plus d'une trentaine de nations en bénéficient. Cette éligibilité peut être suspendue en cas de non-respect, à l'image de l'Ouganda évincée du dispositif par Joe Biden pour sa politique anti-LGBT<sup>27</sup>. Gageons que la nouvelle administration Trump ne se posera guère ce genre de question. C'est un Congrès pro-Trump, à une très courte majorité certes, qui devra entériner le renouvellement de l'AGOA et son éventuel reparamétrage. Le programme *Prosper Africa*, précédemment évoqué, axé sur des accords bilatéraux, ne devrait pas être remis en cause, l'objectif restant, encore et toujours, d'arrimer la majorité des pays africains aux États-Unis.

En termes de santé, l'impact trumpien pourrait s'avérer nettement plus dommageable pour le continent. On se souvient que Trump avait retiré son pays de l'Organisation mondiale de la santé, décision annulée par Biden. Il récidive pour ce second mandat. Ceci posera de véritables problèmes de financement pour la structure, la plupart des autres grands bailleurs n'ayant pas nécessairement les moyens ou l'envie de combler le vide américain. Selon certains analystes, la Chine pourrait s'engouffrer dans cette brèche<sup>28</sup>. Lors de son premier mandat, en bon républicain, Donald Trump avait également remis en vigueur la *Mexico City Policy*, initiée par Ronald Reagan, exigeant que les ONG étrangères recevant des fonds étatsuniens certifient qu'elles ne « pratiqueront pas ou ne promouvront pas activement l'avortement comme méthode de planification familiale ». Si le nouveau président repart dans cette direction, des situations dramatiques sont à craindre, les États-Unis étant l'un de plus gros donateurs en matière de planification familiale et de santé reproductive<sup>29</sup>. Il restera également à clarifier la position de la nouvelle administration Trump sur le texte du traité relatif aux pandémies toujours en cours de préparation, Trump s'étant montré sceptique sur son intérêt. Est-ce étonnant, se demanderont les mauvaises langues, vu son

traitement de la crise liée au Covid-19 aux États-Unis ?

Par ailleurs, on pourrait voir se développer une tendance à déléguer l'aide à des ONG confessionnelles jugées plus efficaces et plus en phase avec les besoins de l'Afrique que les structures officielles de type USAID perçues, une fois encore, comme trop lourdes et avec des frais de fonctionnement « disproportionnés ». C'est explicitement formulé dans le *Projet 2025* qui note que « l'USAID devrait s'appuyer sur les initiatives du secteur privé lancées par des églises mondiales, des entreprises philanthropiques et des groupes de la diaspora, et non les concurrencer<sup>30</sup>. » Certaines structures évangéliques dont on connaît la force de frappe en Afrique applaudiront des deux mains... Elon Musk et son Department of Government Efficiency, le tout nouveau et déjà fameux département d'État de l'efficacité gouvernementale, également.

Concernant la politique énergétique et les conséquences du réchauffement climatique, on se souvient que Donald Trump avait retiré les États-Unis de l'Accord de Paris, décision annulée par Joe Biden. On l'a vu, le Républicain va continuer de miser sur les énergies fossiles. Il est par ailleurs opposé au principe de réparations climatiques demandées par les pays du Sud. Rappelons que l'Afrique produit environ cinq pour cent des gaz à effet de serre et que certains pays à l'image de Madagascar payent le prix fort en matière de répercussions liées au changement climatique. Ceci posé, outre les traditionnels pays pétroliers, nombre de dirigeants africains jouent également la carte des énergies fossiles, notamment *via* la découverte de nouveaux gisements, que ce soit au Sénégal et en Mauritanie avec le gisement Tortue ou en Côte d'Ivoire avec le gisement Baleine, pour ne prendre que ces deux exemples. Trump n'aura pas nécessairement que des contempteurs sur cette question.

Au sujet des droits humains et des droits des minorités, Donald Trump a joué lors de son premier mandat la carte du réalisme en la matière, mettant au second plan les questions liées aux « valeurs » et l'on verra à n'en pas douter la même chose, de manière peut-être plus accentuée, durant le second mandat. En outre, le républicain sera en phase avec une grande partie des opinions et des leaders africains quelque peu lassés par les conditionnalités des aides venant du Nord, d'autant plus que des pays comme la Chine ou la Turquie ne jouent pas sur ce tableau.

En matière de développement sécuritaire, le *Global Fragility Act* initié par Trump lors du premier mandat et décliné sous Biden ne devrait, *a priori*, pas être fondamentalement remis en question. Ce dispositif permet notamment à sept pays africains dont cinq se situent en Afrique de l'Ouest (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée et Togo) de bénéficier d'aides et de formations en matière militaire pour prévenir le djihadisme et assurer la stabilité du pays. D'autres nations de la sous-région pourraient éventuellement être cooptées dans un tel programme si des crédits

supplémentaires lui sont attribués, ce qui n'est pas exclu au vu de l'instabilité de certaines zones du continent. Plus globalement, en matière de stabilité, la multiplication des espaces conflictuels et de « zones grises » non contrôlées par les États peut être l'un des moyens d'influence des États-Unis, ces derniers proposant leur aide à des régimes fragiles souvent en demande de dispositifs sécuritaires. Mais, là encore, Washington se trouvera en concurrence avec la Russie ou la Turquie. Rappelons que le Kremlin est présent à des degrés divers au Sahel et en République centrafricaine, où les États-Unis viennent d'essuyer quelques revers en pensant concurrencer l'Africa Corps (ex-Wagner) via Bancroft Global Development, une société militaire privée américaine. Le régime de Vladimir Poutine a par ailleurs signé des accords militaires avec Sao Tomé-et-Principe en 2024, ce qui offre à la Russie un accès sur l'Atlantique Sud<sup>31</sup>. La Russie qui pousse également ses pions au Soudan avec l'ouverture prochaine d'une base navale en mer Rouge, et qui mène des manœuvres conjointes avec les marines chinoises et sud-africaines dans l'océan Indien... Un éventuel lancement d'une nouvelle base navale chinoise sur la côte occidentale de l'Afrique pose aussi question<sup>32</sup>. Ce ne sont là que quelques points que Donald Trump et son administration devront gérer.

Un mot également sur la question numérique et sur la mise en place d'une politique destinée à contrer les cyberpropagandes russes et chinoises<sup>33</sup> ainsi que les actions de certains États africains hostiles à l'Occident. Là encore, l'administration Trump devra, si elle veut rayonner, traiter cette question au risque de se voir repoussée à l'image des mésaventures de la France dans certains pays sahéliens.

## Une évidence : Donald Trump s'intéressera à l'Afrique

Une chose semble sûre, l'Afrique de Trump II n'a plus grand-chose à voir avec celle de Trump I. Les choses vont s'avérer encore plus complexes. Qu'il le veuille ou non, le nouveau président devra s'intéresser à l'Afrique, ne serait-ce que dans sa guerre commerciale avec la Chine, du fait de la montée en puissance de la thématique indopacifique et parce que de nouveaux acteurs investissent de plus en plus sur le continent, certains pro-États-Unis à l'instar du Japon ou de la Corée, d'autres plus pragmatiques comme la Turquie, dont l'influence sur le continent s'est accrue de manière phénoménale<sup>34</sup>, ou les Émirats arabes unis<sup>35</sup>, l'Inde ou le Brésil, deux puissances que l'on oublie trop souvent, enfin certains hostiles, tel l'Iran qui depuis plusieurs années pousse de plus en plus ses (petits) pions sur le continent<sup>36</sup>. N'oublions pas l'Union européenne et certains pays du Vieux Continent, nouveaux entrants, à l'instar de l'Italie, de l'Allemagne ou même de la Hongrie de Viktor Orbán au Tchad. La France, malgré ses divers déboires sahéliens, reste présente, notamment au Maghreb et dans la zone anglophone.

En outre, les pays africains entendent diversifier leurs partenariats et il n'est pas sûr qu'ils optent les yeux fermés pour l'Oncle Sam. Biologie oblige, les présidents « dinosaures » pro-États-Unis vont disparaître, laissant la place à des leaders plus jeunes et fonctionnant de manière différente de leurs aînés, plus enclins à multiplier les partenariats et autres accords bilatéraux avec d'autres États jugés à tort ou à raison plus intéressants financièrement ou politiquement.

N'oublions pas non plus que les opinions africaines se montrent maintenant particulièrement sensibles à des thématiques qu'on qualifiera, pour faire simple, de souverainistes. Et les gouvernements prennent de plus en plus compte ce phénomène et sont de moins en moins perméables à des « aides » ou à des « accords » venant d'en haut et souvent accompagnés de conditionnalités jugées « post-colonialistes » et moralisantes, à l'instar des problématiques de genre. Sur ce point, la future administration Trump a une carte, ne serait-ce que symbolique, à jouer, car elle y trouvera un écho favorable. Par ailleurs, le discours souverainiste trumpien peut trouver des échos même dans des pays aux régimes qu'on qualifiera de « pro-russes ». Ainsi dans les États de l'Alliance des États du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger), le discours de Trump résonne assez souvent de manière positive. L'image d'un repli sur la patrie et ses traditions peut éventuellement séduire<sup>37</sup>.

Enfin, la concurrence économique, militaire, en termes d'infrastructures ou de *soft power*, n'existe plus seulement entre les grandes nations ou des blocs extracontinentaux. Des pays africains comme le Maroc ou le Rwanda, pour ne prendre que ces exemples, ont un rôle de plus en plus important, même si par rapport à la puissance de frappe américaine ils jouent en « deuxième division ».

L'administration Trump a eu lors de la période du premier mandat une politique *ad hoc* et très pragmatique à l'égard de l'Afrique : *economy first*, tel était le mot d'ordre. Cela va se trouver amplifié lors de la période qui s'ouvre avec une guerre économique et commerciale ouverte menée contre la Chine. La lutte contre l'Empire du Milieu et la Russie va se faire plus âpre, le soutien aux pays pro-américains plus marqué, les mesures de rétorsion envers telle ou telle nation jugée insuffisamment « amie » plus fortes. À la thématique économique va se surimposer une thématique sécuritaire.

L'Afrique, n'en déplaise à Donald Trump, ne sera pas une simple scène de duel en mode western entre la Chine et les États-Unis. Le continent ne se résume pas au Kenya, au Nigéria et à l'Afrique du Sud. Ses équipes en sont d'ailleurs bien conscientes et, même si le nouveau président se laisse aller à des petites phrases ou à des réflexions désobligeantes, il sait maintenant très bien qu'il ne peut se passer d'Afrique, ne serait-ce que pour contrer les autres puissances. Comme le notait J. Peter Pham, « *America First* ne veut pas dire l'Amérique seule ». Dès lors, les partenariats qui vont

se trouver renforcés ou ceux qui vont advenir, et les premières mesures et déclarations de la nouvelle administration, seront à scruter.

Ceci posé, nombre d'États du continent possèdent des atouts. D'autant plus que Washington n'a pas toutes les cartes en main, loin de là, et que les règles du jeu évoluent en permanence.

*L'auteur remercie l'éminente Nour El Sayed, Alexandre Konan Dally, Laurent Coccoluto et Albéric de Carrère pour avoir relu ces lignes. La rédaction de cette note a été terminée le 21 janvier 2025.*

1. Cf. « Trump et la doctrine Mar-a-Lago : coordonnées d'une présidence impériale », [Le Grand Continent](#), 8 janvier 2025, qui analyse les réponses de Donald Trump en matière de politique étrangère lors de sa conférence de presse du 7 janvier 2025.
2. Melania Trump s'est rendue au Ghana, en Égypte au Malawi et au Kenya. Pour le côté *fashion*, cf. la [capsule vidéo](#) réalisée par *Le Monde*.
3. Alana Abramson, « How Rep. Ilhan Omar Rose From Refugee to Trump's Top Target », *Time*, 18 juillet 2019.
4. Cf. le texte programmatique de l'administration Biden concernant la politique africaine, *U.S. Strategy toward sub-saharian Africa*, août 2022.
5. Pour l'intégralité du discours, cf. *Remarks by President Biden Honoring the Past and Future of the Angolan-US Relationship*, National Museum of Slavery, Belas, Angola, 3 décembre 2024. Ce projet permettrait à l'Angola de développer son tissu de PME et son agriculture, de moins dépendre de ses exportations d'hydrocarbures et de la Chine qui détient une grande partie de sa dette, le président angolais insistant également sur la coopération en matière de défense : « We want to work together attracting US direct full investment to Angola, opening business and opportunity for Angolan businessmen to the US market. (...) We also would like to increase our cooperation in defence and security sectors, in access to military schools and academies, the military training in Angola, and hold more joint military exercises to cooperate more in programs of maritime security in order to protect the Gulf of Guinea and South Atlantic, as well as in the program of equipment and modernisation of the Angola Armed Forces », cf. *Remarks by President Biden and President João Lourenço of Angola Before Bilateral Meeting, Luanda, Angola*, 3 décembre 2024.
6. Cf. *Remarks by Vice President Harris to Ghanaian Youth at Black Star Gate (Accra)*, 28 mars 2023.
7. Renaud Lassus, « La doctrine Lighthizer, au cœur de la géopolitique de Donald Trump », [Le Grand Continent](#), 14 mai 2024.
8. Cf. *Project 2025. Presidential Transition Project. Mandate for Leadership. The Conservative Promise*, Washington, The Heritage Foundation, 2023.
9. Cf. Joshua Meservey, « What China Wants in Africa », *The Jerusalem Strategic Tribune*, 6 septembre 2023. L'auteur est un ancien membre de The Heritage Foundation actuellement membre de The Hudson Institute, autre *think tank* conservateur. Le *Jerusalem Strategic Tribune* se définit quant à lui comme « a journal of Israeli and American views on international affairs ».
10. L'obtention du statut « major non-NATO ally » pour le Kenya a été annoncée en mai 2024 lors d'une visite du président William Ruto à Washington. Le Kenya devient ainsi le premier pays d'Afrique subsaharienne à obtenir ce statut après l'Égypte en 1989, le Maroc en 2004 et la Tunisie en 2015.
11. Cf. la déclaration du futur colistier de Donald Trump en 2023 et actuel vice-président J.D. Vance, « Trump's Best Foreign Policy? Not Starting Any Wars », *Wall Street Journal*, 31 janvier 2023 : « Il a mon soutien en 2024 parce que je sais qu'il n'enverra pas imprudemment des Américains combattre à l'étranger ».
12. Tibor Nagy a été nommé à l'été 2018 sous-secrétaire d'État aux affaires africaines. C'est un diplomate connaisseur du continent. Il a travaillé dans une dizaine de pays anglophones et francophones, du Cameroun au Nigeria en passant par le Togo et la Zambie, pour terminer sa carrière comme ambassadeur en Guinée entre 1996 et 1999 (période Lansana Conté)

- puis en Éthiopie jusqu'en 2002 durant la guerre contre l'Érythrée. Son discours était la plupart du temps plus mesuré que les saillies et les sorties de certains membres de l'administration trumpienne de l'époque. Il revient aux manettes pour le second mandat.
13. Cf. Oliver McPherson-Smith, « Re-energizing american diplomacy with Africa and countering the left's cimate colonialism », *America First Policy Institute*, 5 août 2022.
  14. Cf. Diana Furchtgott-Roth, « China Woos Africa While America Lectures », *The Heritage Foudation*, 23 septembre 2024. Assez pauvre comme argument, convenons-en.
  15. Ceci a obligé les États-Unis à trouver une solution de repli, *a priori* la ville d'Odienné au nord de la Côte d'Ivoire, leur permettant de garder un œil sur le Sahel et le Golfe de Guinée. Des contacts ont également eu lieu avec d'autres pays côtiers à l'instar du Bénin et du Togo concernant notamment la formation de personnels et la livraison de matériels militaires.
  16. Cf. Amine Ghoulidi, « Resetting U.S. West Africa Policy », *The Heritage Foundation*, 29 avril 2024.
  17. Lennart Dodoo, « Liberia Possibly to Host U.S. Africa Command Center Amid Growing Chinese Influence in The Region », *Front Page Africa*, 28 mars 2023.
  18. Par-delà ce qu'on peut en penser, ce **programme** est un modèle du style Trump, court, « cash » et accessible, incantatoire et jouant sur l'émotion, utilisant des raccourcis parlant à son électorat, mobilisant tous les symboles américains, etc.
  19. Cf. Julian Blum, *L'administration Trump II : une coalition anti-institutions s'apprête à prendre la tête des États-Unis*, *Fondation Jean-Jaurès*, 13 janvier 2025.
  20. Cf. « Révisionnisme et désinhibition : l'Empire de Trump dans la doctrine Marco Rubio », *Le Grand Continent*, 18 janvier 2025.
  21. J. Peter Pham, « Africa in the Second Trump Administration », *The Jerusalem Strategic Tribune*, novembre 2024 : « Africa is more important than ever to the national interests of the United States and its geopolitical and geoeconomic significance will only increase in the years ahead. »
  22. Cf. Amine Ghoulidi, « Breaking the Stalemate: A Strategic Framework To Resolve Western Sahara », *The Heritage Foundation*, 13 décembre 2024.
  23. Joshua Meservey, « The U.S. Should Recognize Somaliland », *The Heritage Foundation*, 19 octobre 2021.
  24. Cf. Brendon Novel, « Le Somaliland, source de tensions dans la Corne de l'Afrique », *The Conversation*, 16 octobre 2024.
  25. Cf. Finn Stepputat, Jethro Norman, « Logistics, Politics and Berbera in the Eye of an International Storm », *Politique africaine*, vol. 1, n°173, 2024, pp. 179-198.
  26. *African Growth and Opportunity Act*, loi facilitant aux pays africains l'accès au marché américain s'ils suivent les principes de l'économie libérale.
  27. Début 2022, l'administration Biden a exclu l'Éthiopie du fait de la guerre au Tigré, ainsi que le Mali et la Guinée à la suite des putschs. En 2023, c'est au tour du Burkina Faso, du Niger, de la République centrafricaine, du Gabon en plus de l'Ouganda d'en être exclus. À ce jour, aucun de ces pays n'a réintégré l'AGOA. Concernant les trois pays de l'AES (Alliance des États du Sahel : Burkina Faso, Mali et Niger), il y a peu de chance que ceux-ci soient de nouveau éligibles au vu de leur tropisme russe.
  28. Maggie Fick, Ahmed Aboulenein, « Trump transition team plans immediate WHO withdrawal, expert says », *Reuters*, 24 décembre 2024.
  29. Sur les craintes liées à la remise en vigueur de cette politique, voir l'exemple malgache : Ryan Lenora Brown, « How Trump's abortion policies could be felt around the world », *The Christian Science Monitor*, 28 octobre 2024. Et plus globalement : Kerim Can Kavakli, Valentina Rotondi, « US foreign aid restrictions and maternal and children's health: Evidence from the Mexico City Policy [MCP] », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 2 mai 2022. Les rédacteurs estiment que le rétablissement du MCP entre 2017 et 2021 a entraîné la mort de plus de 100 000 femmes et plus de 350 000 nouvelles infections par le VIH.
  30. Cf. le texte anglais : « USAID should build on, not compete with, private-sector initiatives launched by global churches, corporate philanthropists, and diaspora groups that have already invested billions of dollars in self-reliance based

projects. »

31. Cf. Igor Delanoë, « Sao Tomé-et-Principe, nouvelle porte d'entrée de la Russie dans le golfe de Guinée ? », *Observatoire franco-russe*, 30 septembre 2024. Sao Tomé-et-Principe, c'est environ 220 000 habitants et moins de 1000 militaires. Les accords prévoient une coopération en matière de formation des personnels, la possibilité à la marine russe de relâcher dans les ports santoméens et à son aviation de disposer des aérodromes des deux principales îles. Le Gabon, période Ali Bongo, donc avant son renversement en août 2023, s'était également positionné pour accueillir la marine russe.
32. Cf. Paul Nantulya, « Considérations relatives à une éventuelle nouvelle base navale chinoise en Afrique », Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 27 mai 2022.
33. Cf. Charlotte Escorne, Jonathan Guiffard, Kevin Limonier, « Russie et Chine : le numérique, vecteur d'expansion », Institut Montaigne, 6 août 2024.
34. Cf. Émile Bouvier, « La Turquie, nouvelle puissance régionale en Afrique : des solutions africaines pour des problèmes africains », *Les clefs du Moyen-Orient*, 8 novembre 2024 ; « Une présence économique turque florissante », *Les clefs du Moyen-Orient*, 15 novembre 2024 ; « La présence militaire turque sur le continent », *Les clefs du Moyen-Orient*, 22 novembre 2024.
35. Cf. Jean-Loup Samaan, « Les Émirats arabes unis en Afrique : les ambitions parfois contrariées d'un nouvel acteur régional », Notes de l'Ifri, septembre 2021, et Noé Hochet-Bodin, Elliott Brachet, « Comment les Émirats arabes unis renforcent leur influence dans la Corne de l'Afrique », *Le Monde*, 14 avril 2024.
36. Cf. Émile Bouvier, « La présence croissante de l'Iran en Afrique », *Les Clefs du Moyen-Orient*, 26 juin 2024, et Clément Therme, « Les ambitions iraniennes en Afrique. Une présence idéologique, sécuritaire et économique », Notes de l'Ifri, décembre 2022.
37. Bokar Sangaré, « Donald Trump, le tonton d'Amérique plébiscité par les néosouverainistes en Afrique », *Libération*, 19 novembre 2024.